

Les crédits

toutes les femmes qui se trouvent dans cette situation inégale?

M. Thorkelson: Monsieur le Président, je voudrais remercier le député de sa question sur le conflit à Powell River. Je tiens également à signaler qu'il a déjà posé cette question à la ministre responsable de la situation de la femme durant la période des questions. Elle lui a dit à ce moment-là qu'il s'agissait d'un différend concernant une convention collective et que c'était fondamentalement un conflit de travail. Je suis persuadé que son ministère a examiné attentivement la question et je ne serais pas surpris qu'il y ait eu des consultations entre son ministère et le ministère du Travail.

À l'instar du député, je voudrais déplorer les mesures prises par la direction de l'institution en question. Je ne peux qu'espérer que ce conflit soit réglé afin que ces femmes puissent retourner au travail et vivre dans la dignité.

En ce qui concerne l'action positive, j'espère que notre gouvernement poursuivra ses efforts à cet égard. Nous avons fait beaucoup à ce sujet dans le passé, et je suis persuadé que nous pourrions prendre d'autres mesures à l'avenir.

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): Monsieur le Président, je partagerai le temps qui m'est accordé avec le député de Saskatoon—Clark's Crossing.

L'orateur précédent n'a pas tari d'éloges sur les mesures prises par le gouvernement pour contrer la violence faite aux femmes. Le pays s'inquiète de plus en plus du sort des femmes qui, depuis ces dernières années, sont victimes d'actes de violence. Je trouve cette motion des plus appropriées. Quand nous examinons en détail les mesures prises par le gouvernement à ce sujet, nous constatons que, l'an dernier, le gouvernement a annoncé haut et fort le lancement d'un programme de 137 millions de dollars portant sur la violence faite aux femmes. Mais en y regardant de près, on constatait qu'en fin de compte, il n'allait dépenser qu'environ 15 millions de dollars l'an dernier et 20 millions de dollars cette année, soit un total de 35 millions de dollars pour deux ans, les autres dépenses dans le cadre de ce programme ne devant se faire qu'ultérieurement. Or, tous les Canadiens savent que les conservateurs ne seront plus au pouvoir à ce moment-là.

• (1520)

En même temps, le gouvernement a annoncé qu'il modifiait le Régime d'assistance publique du Canada afin de limiter les paiements versés à l'Alberta, à l'Ontario et à la Colombie-Britannique. De combien d'argent

parlait-on? De 15 millions, de 20 millions de dollars? Non.

La première année, l'Ontario a perdu 415 millions de dollars et la deuxième, 1,2 milliard de dollars. Quant à la Colombie-Britannique, elle a perdu 200 millions la première année et la deuxième, 900 millions de dollars. Sur deux ans, ces deux provinces ont donc subi une perte totale de 2,7 milliards de dollars.

Cependant, le gouvernement annonce avec beaucoup d'éclat le lancement d'un programme de 35 millions de dollars pour lutter contre la violence faite aux femmes et, en même temps, il enlève 2,7 milliards de dollars de ces deux provinces.

Il faut aussi examiner les programmes qui sont financés en vertu du Régime d'assistance publique du Canada et qui visent aussi la violence faite aux femmes. Tout d'abord, le Régime d'assistance publique du Canada sert à financer les maisons de transition ou les refuges. Ce programme assure donc une première protection aux femmes qui fuient leur foyer pour cause de violence. Le gouvernement donne 35 millions de dollars d'une main et, de l'autre, il retire 2,7 milliards de dollars qui servent notamment à financer les maisons de transition.

Le régime sert à financer des programmes de soutien du revenu, sous la forme d'un soutien du revenu pour les femmes qui, avec leurs enfants, fuient la violence que leur inflige leur mari ou leur partenaire. Que fait le gouvernement? Il met sur pied un formidable programme de relations publiques de 35 millions de dollars tout en réduisant de 2,7 milliards de dollars un régime qui finance notamment les programmes de soutien du revenu, pour aider les femmes qui quittent des foyers où sévit la violence.

Ces programmes de soutien des revenus visent les femmes qui ont été traumatisées et immobilisées par suite d'actes de violence qu'elles ont subis. On leur donne des conseils pour les aider à retrouver leur dignité, à reprendre confiance en elles-mêmes et à retourner sur le marché du travail. Le gouvernement annonce en fanfare l'octroi de 35 millions de dollars au moment même où il retire 2,7 milliards de dollars aux programmes les plus susceptibles d'aider les femmes.

Il réduit les budgets des programmes s'occupant des victimes d'abus sexuels, non seulement des programmes s'adressant aux jeunes, mais aussi des programmes de soutien des victimes adultes. Encore une fois, le gouvernement a donné un peu d'une main pendant qu'il retirait 90 fois plus de l'autre aux programmes qui viennent directement en aide aux femmes victimes de violence.

Il réduit les budgets servant à financer les programmes s'occupant des enfants victimes de mauvais traitements.

Le gouvernement soutient que seules trois provinces sont touchées. Mais 50 p. 100 des enfants canadiens vivent dans ces trois provinces. Les compressions repré-